

## VI. TENDANCES DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER DANS LES PAYS DE L'OCDE

### Introduction

*L'investissement direct étranger a des effets bénéfiques sur l'économie*

L'investissement direct étranger (encadré VI.1) est considéré comme un important moteur de la croissance économique dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2002a, 2002b). En effet, l'internationalisation de la production permet de mieux exploiter les avantages des entreprises et des pays, d'intensifier les pressions concurrentielles sur les marchés de l'OCDE et de stimuler le transfert de technologie et l'innovation. En conséquence, il est largement reconnu que l'action des pouvoirs publics devrait viser à atténuer ou éliminer les entraves à l'investissement direct étranger (IDE) dans la mesure où cela ne contrarie pas d'autres objectifs légitimes.

Ce numéro des *Perspectives économiques* explore plusieurs aspects importants de l'IDE dans les pays de l'OCDE. Le présent chapitre passe en revue les tendances et configurations récentes de l'IDE et l'activité connexe des filiales étrangères. Suivent des chapitres consacrés aux réglementations restreignant la prise de contrôle d'entreprises par des intérêts étrangers et à l'impact quantitatif sur l'IDE de divers facteurs liés ou non aux mesures gouvernementales.

### Profils de l'IDE

#### Encadré VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données

L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital.

L'activité dans le domaine de l'IDE peut être mesurée de deux façons différentes : les flux et stocks d'investissements financiers, et l'activité « réelle » des filiales étrangères dans les pays d'accueil. Les données financières sur l'IDE sont compilées en fonction des concepts utilisés pour les statistiques de la balance des paiements (flux) et de la position d'investissement international (stocks) (OCDE, 2001a). Les informations sur l'activité des filiales étrangères sont recueillies par le biais d'enquêtes nationales sur plusieurs aspects de l'activité des entreprises,

et compilées par l'OCDE (OCDE, 2001b). L'éventail des pays, des branches d'activité et des périodes couverts par ces données est encore limité. La couverture des deux indicateurs n'est pas la même parce que les flux et les stocks d'IDE impliquent, par convention, la propriété de 10 pour cent ou plus des actions ou droits de vote d'une entreprise, tandis que les données sur les activités des filiales étrangères n'incluent que les entreprises où la participation étrangère atteint 50 pour cent ou plus.

Les données financières sont plus largement disponibles, mais elles souffrent de divers problèmes de mesure. Ainsi, les flux bilatéraux d'IDE déclarés ne reflètent pas toujours fidèlement les profils d'internationalisation, car la première destination (par pays ou par branche) n'est pas toujours la destination finale, étant donné le rôle des intermédiaires financiers sous contrôle étranger dans les pays d'accueil (Borga et Mataloni, 2001). De plus, en dépit des progrès considérables réalisés dans l'harmonisation des définitions et des méthodes de collecte des données, il subsiste quelques disparités d'un pays à l'autre : tandis qu'une majorité de pays notifient les positions d'investissement sur la base des valeurs comptables, d'autres les mesurent en fonction des valeurs du marché.

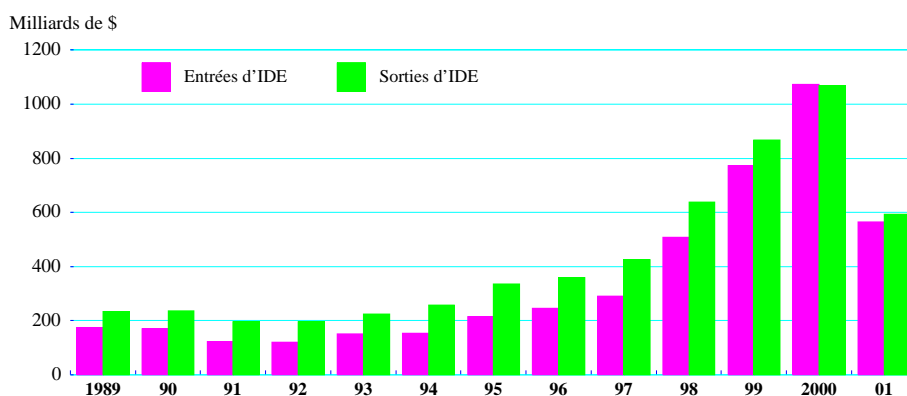
***L'investissement direct étranger a fortement augmenté à la fin des années 90...***

Les flux d'IDE sont restés relativement stables durant la plus grande partie des années 90, ils ont augmenté sensiblement vers la fin de la décennie<sup>1</sup>, et ont reculé quelque peu en 2001 — tout en se maintenant à des niveaux quasiment triples de ceux du début de la décennie 90 (graphique VI.1). L'internationalisation de la production s'est donc nettement intensifiée durant les années 90, si bien que le stock réel moyen d'IDE en provenance de l'étranger dans les pays de l'OCDE (mesuré à parités de pouvoir d'achat constantes de 1996) a pratiquement doublé pour passer de 81 à 158 milliards de dollars des États-Unis au cours de la période 1990-2000. Le net ralentissement des flux au début de la nouvelle décennie exprime essentiellement une correction vers des niveaux soutenables et non un renversement de tendance, et la propriété transfrontalière des actifs continue de gagner en importance, reflétant le rôle considérable des entreprises multinationales dans l'économie mondiale.

---

1. Le pic de l'IDE a coïncidé avec la flambée des prix des actions à la fin des années 90 et semble donc refléter pour une large part un simple phénomène de valorisation.

**Graphique VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE<sup>1</sup>**



1. Données non corrigées pour les ruptures de séries.  
Source : OCDE.

*... principalement sous la forme de fusions et acquisitions dans les pays développés*

En 2000, les pays de l'OCDE représentaient plus de 80 pour cent de l'IDE mondial à l'étranger, l'essentiel de cette activité consistant en fusions et acquisitions (y compris les opérations de privatisation) d'entreprises existantes (OCDE, 2002a), par opposition aux investissements de création<sup>2</sup>. En 1998, les États-Unis et les pays de l'Union européenne détenaient plus des trois quarts des stocks totaux d'IDE de la zone OCDE en provenance et à destination de l'étranger (graphique VI.2). Parmi les pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France étaient les plus gros fournisseurs et destinataires. Les Pays-Bas étaient un autre investisseur majeur, tandis que l'Union économique belgo-luxembourgeoise représentait un hôte relativement important pour les entreprises étrangères<sup>3</sup>.

*L'investissement direct étranger rapporté au PIB varie d'un pays à l'autre...*

Au cours des années 90 les stocks d'IDE ont augmenté sensiblement plus vite que le PIB dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE (graphique VI.3). Rapporté à la taille de l'économie, l'IDE est particulièrement élevé dans les petits pays, comme en témoignent les stocks de sorties des Pays-Bas et de la Suisse et les stocks d'entrées de l'Irlande, de la Belgique/Luxembourg et de la Nouvelle-Zélande. Chez les nouveaux Membres de l'OCDE, seul l'IDE en provenance de l'étranger joue un rôle important dans l'économie, tandis qu'au Japon les sorties d'IDE sont très supérieures aux entrées.

*... de même que les*

Les profils de l'IDE total réalisé ou reçu par les pays de l'OCDE masquent de fortes différences concernant l'ampleur des relations

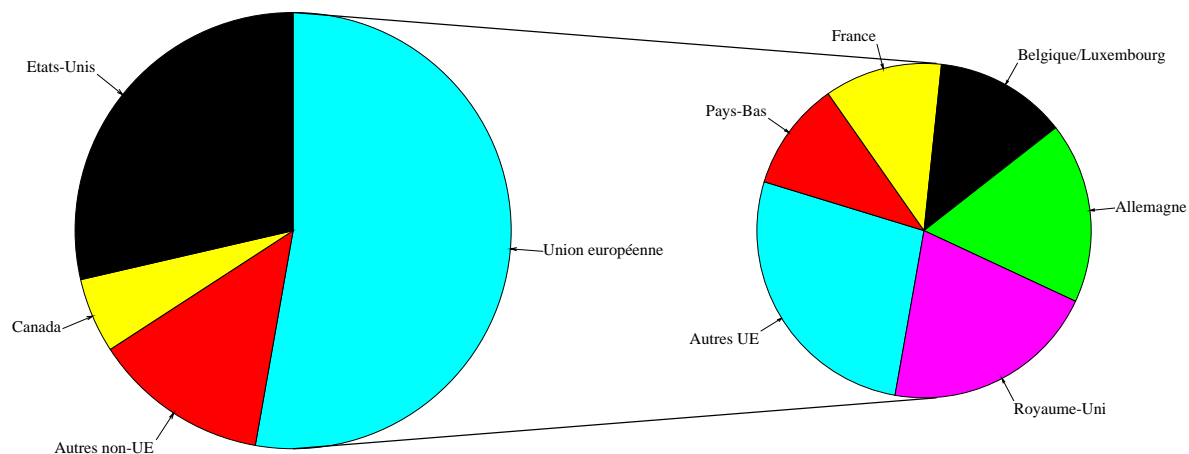
- 
2. L'investissement de création s'est avéré très important pour les nouveaux Membres de l'OCDE appartenant à l'Europe centrale, mais la valeur de ces investissements est faible en comparaison de la masse totale des investissements de la zone OCDE.
  3. Jusqu'en 2002, les données pour la Belgique et le Luxembourg n'ont été recueillies qu'au niveau de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

*profils bilatéraux...*

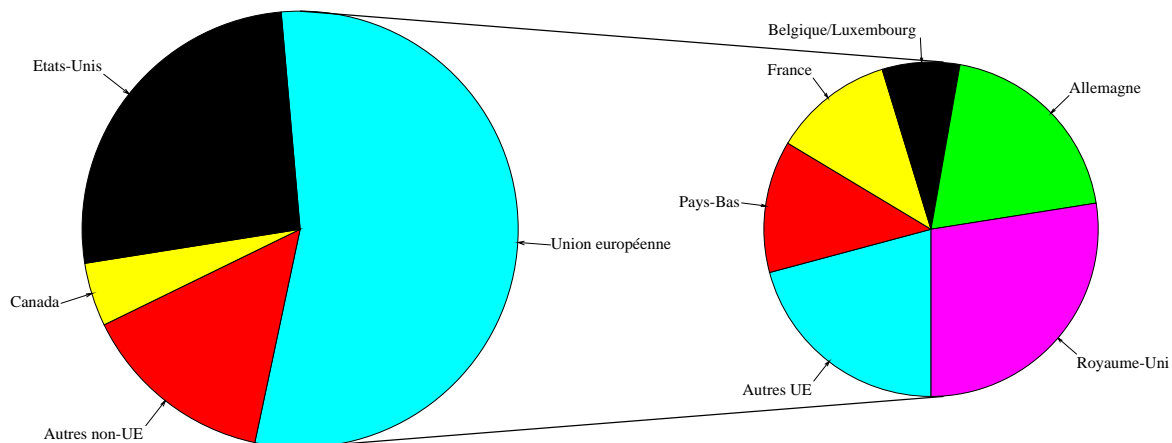
bilatérales d'IDE. En 1998 (dernière année pour laquelle les données bilatérales sont raisonnablement complètes), le nombre des partenaires d'accueil variait suivant les pays investisseurs, de moins de 10 pour la Hongrie et la Turquie à plus de 20 pour de nombreux pays de l'Union européenne, pour les États-Unis et pour le Canada. De surcroît, si beaucoup de pays tendaient à répartir uniformément leur IDE entre leurs partenaires, certains (notamment le Canada, la Corée, le Danemark et le Royaume-Uni) concentraient leurs investissements sur un faible nombre de pays hôtes. De même, dans certains pays d'accueil (Autriche, Canada, Royaume-Uni et Mexique) l'IDE provient pour l'essentiel d'un petit nombre de pays investisseurs.

**Graphique VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998<sup>1</sup>**

**IDE en provenance de l'étranger**



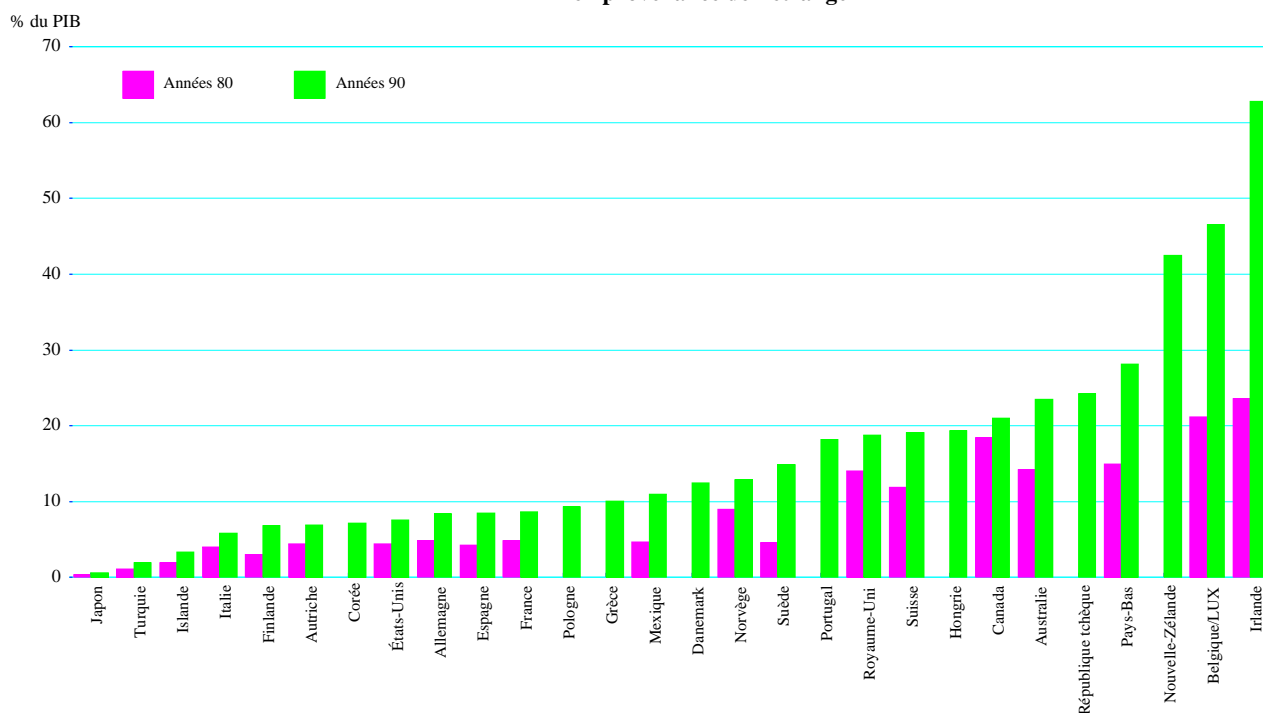
**IDE à destination de l'étranger**



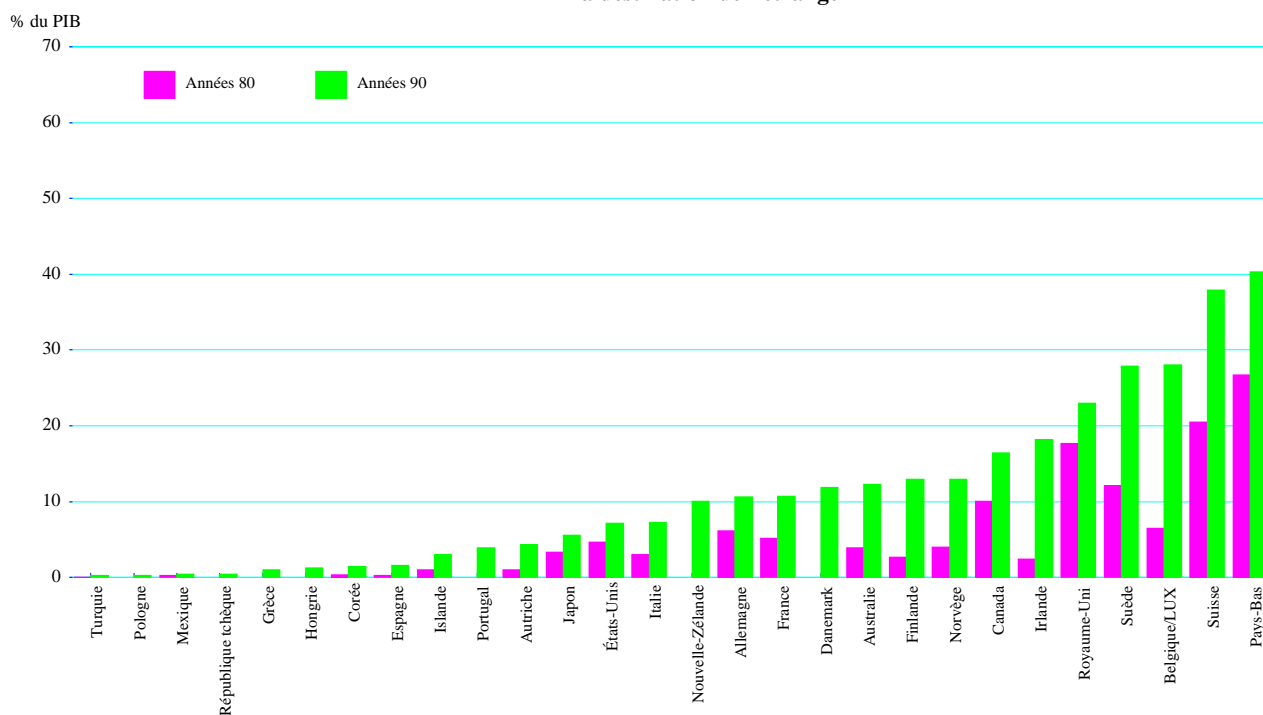
1. Graphiques établis d'après des données bilatérales. Étant donné que la méthode utilisée pour évaluer les stocks d'IDE varie d'un pays à l'autre, les parts correspondantes sont sous-estimées pour les pays qui déclarent des valeurs comptables (ex. : États-Unis).  
Source : OCDE.

**Graphique VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90<sup>1</sup>**

**IDE en provenance de l'étranger**



**IDE à destination de l'étranger**



1. Moyenne des deux périodes. Pour les pays où les stocks d'IDE ne sont pas disponibles, les valeurs de leurs stocks bilatéraux fournies par leurs partenaires de la zone OCDE ont été additionnées afin d'avoir une mesure approximative des stocks multilatéraux d'IDE.  
Source: OCDE.

***... les facteurs géographiques et l'ouverture jouant un rôle important***

Les facteurs d'ouverture et de proximité expliquent probablement certains de ces schémas. Une proportion notable de l'IDE dans la zone OCDE a lieu entre des pays liés par des accords commerciaux régionaux et entre des pays géographiquement proches. Ainsi, la plupart des pays européens accueillent en général un montant relativement plus élevé d'IDE provenant des pays de l'Union européenne que d'ailleurs<sup>4</sup>, tandis qu'au Canada et au Mexique l'IDE provient dans une large mesure des États-Unis. De même, les pays riverains du Pacifique tendent à accueillir davantage d'IDE en provenance des États-Unis et/ou du Japon que des autres pays de l'OCDE<sup>5</sup>.

***Les activités des filiales étrangères se concentrent dans quelques branches***

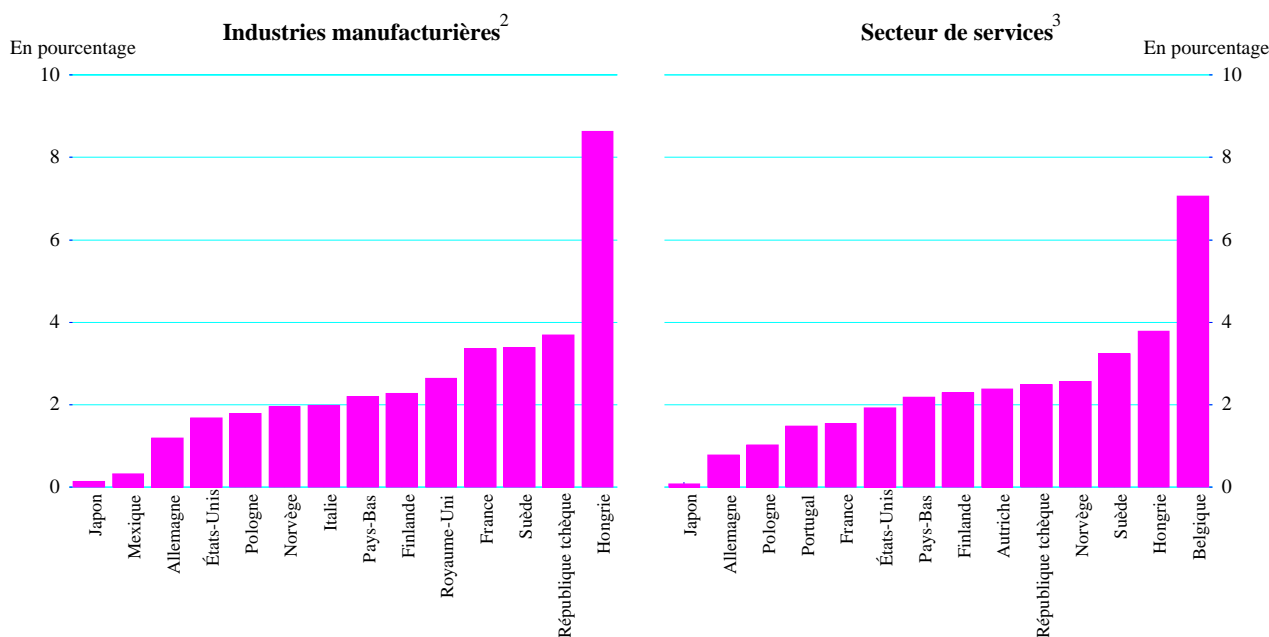
La part de l'activité économique représentée par les filiales étrangères dans les pays d'accueil (et dans chaque branche) donne une bonne idée du degré effectif d'internationalisation de la production dans la zone OCDE. Les données sur les filiales étrangères sont fragmentaires, mais l'information disponible laisse à penser que la poussée des flux d'IDE observée à la fin des années 90 s'est accompagnée d'une augmentation significative de l'activité des filiales étrangères dans la zone (OCDE, 2002a). Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles pour la fin des années 90, l'emploi dans les filiales étrangères représentait généralement 1 à 4 pour cent de l'emploi total du secteur des entreprises (graphique VI.4)<sup>6</sup>. Faisaient exception la Hongrie et la Belgique, où la part des filiales étrangères était beaucoup plus élevée respectivement dans les industries manufacturières et les services, et, à l'autre extrême, le Japon, où leur présence était particulièrement faible dans ces deux secteurs.

Si l'on examine de plus près la distribution sectorielle des filiales étrangères, on constate que leur activité tend à se concentrer dans quelques branches (graphique VI.5)<sup>7</sup>. En ce qui concerne les industries manufacturières, la présence des filiales étrangères (mesurée par les parts d'emploi sectoriel) est particulièrement forte dans les industries produisant des équipements TIC, des produits pétroliers, des produits chimiques et des véhicules automobiles. Apparemment, ces activités se caractérisent par des économies d'échelle relativement élevées, la possibilité de transférer et

- 
4. Du reste, ce phénomène de « spécialisation » s'est accentué au fil du temps, le programme de marché unique et l'union économique et monétaire ayant accéléré l'intégration des pays de l'UE.
  5. La forte variation des flux et stocks bilatéraux d'IDE ne saurait s'expliquer uniquement par ces facteurs, si l'on en juge par les contre-exemples de l'Irlande et du Royaume-Uni, dont les stocks bilatéraux d'IDE vis-à-vis des États-Unis sont au moins aussi importants (en pourcentage du PIB) que ceux vis-à-vis des autres pays de l'UE.
  6. Les parts sont calculées par rapport à l'emploi total du secteur des entreprises pour tenir compte du manque de cohérence possible des méthodes de classification des filiales étrangères et des entreprises nationales d'une branche d'activité à l'autre (voir l'encadré 1).
  7. Le graphique VI.5 indique des parts d'emploi plus élevées que le graphique VI.4, car l'emploi y est rapporté à l'emploi sectoriel et non à l'emploi total du secteur des entreprises.

d'exploiter localement le savoir spécifique de l'entreprise mère<sup>8</sup> et, pour certaines, la possibilité de fragmenter la production en plusieurs étapes. S'agissant du secteur non manufacturier, la présence étrangère est particulièrement forte dans les activités où la proximité des marchés locaux est une condition particulièrement importante pour fournir les produits : c'est le cas de la distribution, suivie d'assez loin par les services aux entreprises et l'hôtellerie et la restauration (c'est-à-dire le tourisme)<sup>9</sup>. Dans d'autres branches, la relative faiblesse du niveau d'internationalisation est sans doute partiellement liée à l'absence d'économies d'échelle et de possibilités de fragmenter la production, ou au fait que ces branches ont été traditionnellement protégées par les gouvernements nationaux contre les prises de participation étrangères (voir au chapitre VII).

**Graphique VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90<sup>1</sup>**  
**Emploi dans les activités des filiales étrangères en pourcentage de l'emploi du secteur des entreprises**



1. Les activités des filiales étrangères sont classées par industries selon l'activité principale de la filiale. Moyennes des années disponibles.

2. L'emploi dans les filiales des industries manufacturières est un agrégat correspondant au total du secteur manufacturier (CITI rév.3).

3. L'emploi dans les filiales du secteur de services est un agrégat correspondant au total du secteur de services (CITI rév.3).

Source : OCDE.

8. Techniquement, il s'agit d'exploiter les économies d'échelle « au niveau de l'entreprise », qui apparaissent quand un intrant commun (connaissances dans un domaine spécifique) peut être utilisé de manière non concurrente par l'entreprise mère et par ses filiales étrangères.
9. L'IDE comptabilisé dans les secteurs de services représente une part croissante des flux totaux d'IDE, estimée aux alentours de 65 pour cent à la fin des années 90 (OCDE, 2002a). Il s'agit probablement d'une évaluation trop modeste de la part véritable, car certaines entreprises sont encore classées comme appartenant au secteur manufacturier alors qu'elles fournissent de plus en plus de services.



**Graphique VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs**  
Moyenne OCDE, années 90 <sup>1</sup>



1. Moyenne simple. Les données concernent 19 pays de l'OCDE. Les années disponibles diffèrent selon les pays.

2. Les activités des filiales étrangères sont classées par industries selon l'activité principale de la filiale. L'emploi sectoriel correspond à cette classification.

Source : Direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie, OCDE.

## Investissement direct étranger et échanges

***L'investissement direct étranger est corrélé positivement aux flux commerciaux...***

L'interdépendance croissante des économies de l'OCDE s'est manifestée, non seulement par la progression de l'IDE au cours des deux décennies écoulées mais aussi par une expansion parallèle du commerce extérieur. Ces deux phénomènes paraissent étroitement liés<sup>10</sup> : tous deux semblent au moins partiellement affectés par des facteurs liés à la distance, à la situation géographique et à la taille de l'économie (pour l'IDE, voir au chapitre VIII) et de surcroît ils exercent l'un sur l'autre une influence significative.

***... mais les relations sous-jacentes sont complexes***

Les relations entre l'investissement direct étranger et le commerce extérieur au niveau de l'entreprise ou de la branche varient suivant que l'activité d'IDE est un substitut ou un complément de l'activité d'exportation (encadré VI.2). Dans les services, les échanges et l'IDE sont sans doute largement complémentaires, car l'établissement d'une présence commerciale à l'étranger entraîne généralement une intensification des échanges de services<sup>11</sup>. Dans le secteur manufacturier, les deux types d'IDE sont largement pratiqués. Selon des données récentes, les entreprises multinationales à structure horizontale qui cherchent à atteindre les marchés étrangers en reproduisant à l'étranger la production d'un bien final sont sans doute prédominantes dans la zone OCDE, ce qui reflète en partie la similitude croissante des coûts et dotations de facteurs parmi les pays Membres (OCDE, 2002*b*). Toutefois, il est apparu que les stratégies des entreprises multinationales varient aussi d'un pays de l'OCDE à l'autre, les stratégies horizontales l'emportant dans quelques pays tandis que les stratégies verticales, où la production est fragmentée en étapes pour exploiter les avantages comparatifs de différents pays, ont la préférence dans d'autres. L'évolution parallèle de l'IDE et des échanges au niveau global peut refléter à la fois l'équilibre entre les stratégies horizontales et verticales à l'échelon de l'entreprise et l'influence de facteurs tiers susceptibles d'animer les deux phénomènes, notamment la hausse généralisée des niveaux de revenus. Le document OCDE (2002*c*) examine de plus près la relation entre commerce extérieur et IDE.

---

10. La corrélation entre diverses mesures du commerce extérieur et des flux et stocks d'investissement direct étranger est significativement positive (Nicoletti *et al.*, 2003).

11. La présence commerciale étrangère tend à accroître les échanges bilatéraux dans les services de transport (exemple : livraison de biens à des filiales étrangères dans le secteur de la distribution), les communications (exemple : opérations sur données avec des filiales étrangères dans les secteurs des finances, des télécommunications ou du tourisme), et dans des branches similaires.

#### Encadré VI.2. **Le commerce extérieur et les différents types d'IDE**

Comme l'ont souligné des recherches récentes (Markusen, 2002), l'interdépendance des échanges et de l'IDE découle du fait que la décision d'exporter ou d'investir à l'étranger pour produire localement est prise de plus en plus par la même entité, l'entreprise multinationale. Étant donné que le principal objectif des entreprises multinationales horizontales est d'accéder aux marchés étrangers, l'exportation et l'investissement à l'étranger sont deux activités substituables. Les entreprises multinationales opteront pour l'une ou l'autre en fonction de leur rendement relatif, qui dépend notamment du coût du commerce, du coût de l'IDE et des économies d'échelle qu'elles peuvent réaliser en installant des unités de production dans les pays étrangers. A l'inverse, l'objectif des entreprises multinationales verticales est de tirer parti des avantages absolus et comparatifs d'un pays à l'autre en ouvrant des unités de production dans différents pays spécialisés dans différentes étapes de la production. Par conséquent, le commerce international et l'IDE vertical sont des activités complémentaires : les entreprises multinationales exportent normalement des composants à leurs filiales étrangères et réexportent sur le marché d'origine (ou sur d'autres marchés) les marchandises produites à l'étranger.

## BIBLIOGRAPHIE

- BORGA, M. et R.J. MATALONI (2001), « Direct investment positions for 2000: country and industry detail », *Survey of Current Business*, juillet.
- MARKUSEN, J.R. (2002), *Multinational Firms and the Theory of International Trade*, Cambridge: MIT Press.
- NICOLETTI, G., S. GOLUB, D. HAJKOVA, D. MIRZA et K. YOO (2003), « Policies and international integration: Influences on trade and foreign direct investment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître).
- OCDE (2001a), *Annuaire des statistiques de l'investissement international : édition 1980/2000 - 2001*, Paris.
- OCDE (2001b), *Mesurer la mondialisation : le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE : secteur manufacturier et secteur des services. Édition 2001*, Paris.
- OCDE (2002a), « Trends and recent developments in foreign direct investment », *International Investment Perspectives*, Paris.
- OCDE (2002b), *Perspectives économiques de l'OCDE*, No. 71, Paris.
- OCDE (2002c), « Etude sur la relation entre le commerce et l'investissement direct étranger », TD/TC/WP(2002)14/FINAL, Paris.